



**Charente Solidarités**

[www.charentesolidarites.org](http://www.charentesolidarites.org)

## **Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) en Charente**

Dernière mise à jour le **22/07/2009**.

Le présent document ne constitue qu'un outil de travail. Il est constitué d'extraits du règlement FSL.

En cas de litige, seul le règlement du FSL signé par le Président du Conseil Général constituera le document de référence.

L'ensemble des critères d'éligibilité ou d'attribution des aides peut faire l'objet, à titre exceptionnel, de dérogations dans la mesure où la situation sociale ou financière le justifie.

### **Sommaire.**

<b>I. Les conditions d'éligibilité au FSL.</b>	<b>2</b>
Principes généraux.	2
Plafonds de ressources.	2
<b>II. Nature des aides et conditions d'attribution.</b>	<b>3</b>
Les aides à l'accès à un logement.	3
Les aides au maintien dans un logement.	4
Les aides pour impayés d'énergie, d'eau, de téléphone.	5 à 8
L'accompagnement social spécifique lié au logement.	9
<b>III. La constitution de la demande FSL.</b>	<b>10</b>
<b>IV. L'équipe du GIP Charente SolidaritésS.</b>	<b>11</b>

**Important : Tout dossier incomplet ne sera pas étudié.**

# I. Les Conditions d'éligibilité au FSL.

## Principes généraux.

- **Une seule aide par période de 12 mois.** Cette règle concerne chaque domaine d'intervention suivant, de façon distincte :  
**1-Accès-Maintien ; 2- Impayés d'énergie ; 3 Impayés d'eau ; 4- impayés de téléphone.**
- En matière d'impayés, avant l'intervention du FSL, il convient de **favoriser le respect des plans d'apurement.**
- **Le GIP a délégation pour refuser en premier examen** tout dossier qui aurait bénéficié d'une aide FSL de même nature depuis moins d'un an, **sauf argumentaire particulier du travailleur social** qui instruit la demande.
- En cas de rejet, l'utilisateur et/ou le travailleur social ont la possibilité **de faire appel** ( soit en re-déposant un dossier ou par un simple courrier argumenté).
- **L'aide financière ne sera pas versée au bénéficiaire** si elle a été décidée sous forme de prêt et de subvention et que l'utilisateur ne souhaite percevoir que la subvention.
- **Si l'aide est conditionnée au contrôle du logement**, et si l'utilisateur refuse ce contrôle ou que le logement s'avère non-décent, l'aide ne sera pas versée, (sauf si la commission en décide autrement à titre exceptionnel).

**Le FSL refusera toute demande d'aide financière si par ailleurs l'utilisateur concerné possède un dossier de surendettement orienté vers un plan de rétablissement personnel.**

Il pourra être revu si le juge décide de ne pas donner suite à cette orientation.

## Les plafonds de ressources.

### Montants Mensuels

Nbre personnes au foyer	Plafonds de ressources		
	Accès et maintien	Energie et eau	Téléphone
1	1 030 €	950 €	<i>RSA socle</i>
2	1 335 €	1 100 €	<i>RSA socle</i>
3	1 603 €	1 260 €	<i>RSA socle</i>
4	1 785 €	1 420 €	<i>RSA socle</i>
5	2 090 €	1 575 €	<i>RSA socle</i>
6	2 350 €	1 680 €	<i>RSA socle</i>
7		1 785 €	<i>RSA socle</i>
8		1 900 €	<i>RSA socle</i>
Personne en +	254 €	150 €	

## II. Nature des aides et conditions d'attribution.

### 1. Les aides à l'Accès à un logement.

- a. **Le dépôt de garantie** (*caution*) : Il est financé par l'avance **LOCA-PASS®** du 1% Logement pour tout ménage, sans condition de ressources.

En Charente, le **CIL Horizon** devient le référent principal pour ce type d'aide.

Les usagers qui demandent une aide pour le dépôt de garantie ainsi qu' une autre aide à l'entrée dans le logement (*1<sup>er</sup> mois, assurance, ouverture des compteurs*), doivent désormais scinder leur demande en deux :

- *Le dépôt de garantie auprès du **CIL Horizon***
- *Les autres demandes auprès du **GIP Charente Solidarités***

En cas de refus motivé du **CIL Horizon** pour le dépôt de garantie, le **GIP Charente Solidarités** peut être sollicité.

- b. **Le 1er mois de loyer** : Cette **aide financière** est égale au loyer sans les charges dans la limite du montant de l'aide au logement estimée par l'organisme payeur, pour les locataires ne bénéficiant pas d'aide au logement sur le 1<sup>er</sup> loyer (*premier logement ou interruption des droits*). Elle est calculée au prorata temporis lorsque l'usager entre au cours de mois.

c. **L'assurance (pour un 1<sup>er</sup> logement) et l'ouverture des compteurs**

- **Frais d'assurance** à l'entrée dans le logement : maximum **100 €** en subvention.
- **Frais d'ouverture des compteurs** : maximum **45 €** en subvention.

- d. **Le cautionnement** (*garantie de paiement des loyers*) : **Une garantie de 12 loyers** résiduels sur 24 mois est possible. **Exceptionnellement, une garantie de 24 mois de loyers résiduels** sur 36 mois peut être accordée par la cellule de recours.

e. **Les frais d'agence (à titre exceptionnel).**

- **200 euros maximum**, exclusivement sous forme de prêt.

Le paiement ne sera effectué que sur présentation de la facture.

La demande pour la prise en charge des frais d'agence sera examinée directement et uniquement en commission.

## 2. Les aides au Maintien dans le logement.

- a. Les loyers impayés :** uniquement pour les locataires occupants. **Une dette concernant un ancien logement** pourra être prise en compte dans le cas où elle favorisera un relogement **chez un même bailleur**.

**A titre indicatif**, la commission pourra demander une reprise du paiement du loyer courant résiduel sur les bases suivantes :

Montant de la dette	Durée de la reprise
< 750 € ou 6 loyers résiduels	3 mois consécutifs minimum
entre 750 € et 2000 € ou 12 loyers résiduels	6 mois consécutifs minimum
> 2000 € ou 18 loyers résiduels	9 mois consécutifs minimum

**Le montant maximum de l'aide accordée par le FSL ne dépassera pas 4000 € ou 24 loyers résiduels. Dérogation(s) possible(s) si le concours de la force publique est demandé ou accordé.**

- b. Le FSL ne prend pas en charge** les pénalités liées aux impayés de loyers ni les frais liés à la procédure d'expulsion. (*exemple : les frais du trésor public-les intérêts de retards, frais d'huissier...* ).
- c. Les régularisations de charges :** *si les charges sont provisionnées mensuellement* et *si un plan d'apurement est respecté pendant au moins trois mois*, que ce soit un bailleur privé ou public.
- d. Les réparations locatives :** En cas de mutation (*chez un même bailleur*) pour un logement plus adapté en terme de taille et/ou de coût, et si l'apurement du montant des réparations conditionne le relogement, **le FSL pourra intervenir** (*pour les réparations à la charge du locataire*), **uniquement sous forme de prêt.**
- e. Le renouvellement de l'assurance en cours de location.**

- **100 euros maximum sous forme de prêt** remboursable sur 10 mois.
- Nécessité d'un devis ou d'une facture.
- Paiement sur facture.

**f. Impayé d'assurance en cours de location**

Le FSL pourra intervenir concernant une demande d'aide pour 1 an d'impayé de cotisation d'assurance habitation.

- **100 euros maximum sous forme de prêt** remboursable sur 10 mois.
- Nécessité d'une facture.
- Paiement sur facture.

### 3. Les impayés d'énergie, d'eau et de téléphone.

#### Principes généraux.

- Toute situation **n'entrant pas dans les plafonds de ressources** ci-après verra son dossier **automatiquement refusé**.

Il ne sera **examiné en commission qu'en cas d'appel et nécessitera un rapport social**. Si le travailleur social considère qu'un **examen s'avère nécessaire malgré le dépassement des plafonds de ressources**, il fera parvenir un **rapport social** le précisant. Le dossier sera alors examiné directement en commission.

- Les demandes d'aides concernant des usagers entrant dans le double critère plafonds de ressources et plafonds de dettes sont étudiées en délégation. Cet examen consiste en un traitement administratif direct par le GIP (*cf tableaux ci-dessous*) et ne nécessite pas de rapport social.
- Dans le cas où un usager fait une **demande conjointement pour un impayé d'énergie et un impayé d'eau**, et que dans ces deux situations il se trouve dans les critères des délégations, sa demande est traitée dans ce cadre.
- **Si un usager, sous le coup d'une coupure d'énergie ou d'eau, fait une demande d'aide financière et que le montant de sa dette comprend des frais liés au contentieux, la commission peut également prendre en charge lesdits frais, uniquement sous forme de prêt, et à la condition que le fournisseur ait annulé une partie de ceux-ci.**
- Le FSL n'interviendra que s'il y a adéquation réelle entre la situation de la famille (sociale, financière...) et le logement (taille, coût..).
- Le FSL n'interviendra pas sur des impayés anciens (supérieurs à un an à la date de la commission), pour les impayés d'énergie, d'eau et de téléphone.
- Lorsqu'une demande d'aide financière est faite pour un impayé d'énergie ou d'eau avec un **risque de coupure avéré**, et **lorsqu'un contrôle de décence est demandé**, la commission peut demander le versement de l'aide **sans attendre le résultat du contrôle**.
- De plus, lorsqu'une demande d'aide est faite pour un impayé d'énergie ou d'eau avec un **risque de coupure avéré** et que **le logement a déjà été contrôlé non décent**, la commission a la possibilité, si la situation sociale le justifie, d'accorder et de verser une aide.

En revanche, il sera recommandé à l'utilisateur de tout mettre en œuvre pour que le logement recouvre la décence, soit par une procédure amiable, soit par une procédure judiciaire si nécessaire. Si tel n'était pas le cas, il ne pourrait pas bénéficier d'une nouvelle aide.

- L'aide FSL qui a été conditionnée au retour à la décence du logement concerné est annulée si le logement n'est pas redevenu décent dans les 12

mois qui suivent l'aide FSL (hors cas énergie, eau et assurance (renouvellement) déjà prévus par le règlement).

### **Dispositions diverses :**

- Les familles monoparentales sont comptabilisées avec une personne de plus. (*ex : une femme et un enfant = 3 personnes*).
- Le montant de la facture doit faire apparaître un solde (*le dispositif n'intervient pas pour une facture en cours seule ou pour un prélèvement en cours sans preuve de rejet ou sans opposition de l'utilisateur*).
- Une aide financière ne peut être attribuée qu'au vu de la présentation d'une facture impayée ou d'un devis, ou dans le but de maintenir une mensualisation ayant connue un ou plusieurs incidents.
- Si le GIP a connaissance, lors de l'instruction d'une demande, qu'il n'y a pas concordance entre le nom du demandeur de l'aide et le nom du titulaire du contrat, un refus pourra être formulé en délégation.
- Le contrat souscrit par le demandeur ne doit pas être résilié par le demandeur avant la date de constitution du dossier de demande d'aide.
- Les fournitures d'énergie ne peuvent être suspendues dès que le fournisseur est informé du dépôt d'une demande d'aide financière auprès du FSL. De plus, le fournisseur devra attendre que la commission ait statué sur la demande de l'utilisateur concerné (cf décret du 13 août 2008).
- Une aide financière ne peut être attribuée sur un contrat professionnel.
- Si le GIP a connaissance, lors de l'instruction d'une demande, que le contrat a été résilié du fait de l'occupant, un refus pourra être formulé en délégation, sauf dans le cas où l'utilisateur a ouvert un nouveau compteur chez le même fournisseur.
- Les usagers formulant une demande d'aide financière pour une dette relative à un logement situé dans un autre département, feront l'objet d'un refus en délégation.

## A. Les impayés d'énergie.

- Dans le cas où le FSL est sollicité pour **le paiement d'énergie à 2 fournisseurs** (ex : *électricité + fioul*) , la priorité sera donnée à la créance la plus importante et/ou à la dette de chauffage. Les commissions pourront toutefois accorder à titre exceptionnel une aide sur deux énergies en veillant toujours à privilégier le chauffage.
- **Si le montant des deux créances dépassent le plafond ci-dessous**, le dossier sera directement examiné en commission.
- La possibilité est offerte au FSL d'accorder une aide financière sur un impayé cumulé concernant EDF et GDF-SUEZ bien que le règlement FSL prévoit un maximum d'une aide à l'énergie par an.
- Le FSL interviendra sur la dette « Electricité et gaz de ville » après que l'utilisateur ait effectué au moins deux versements mensuels consécutifs équivalents au montant qu'il paierait dans le cadre d'une mensualisation. Cette disposition concerne les dossiers vus en commission. Elle concernera ceux vus en délégation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.  
Elle ne s'applique pas pour les demandes de rétablissement d'énergie.
- **La mise en place de la mensualisation** doit être effectuée à chaque fois que cela s'avère possible.
- Dans le cadre des dossiers étudiés en **délégation énergie**, et dans le but de solder la dette dès le départ, le FSL accordera 40 % de la dette en subvention et 60 % en prêt sans intérêts.
- **Dans le cas ci-dessus, le prêt ne pourra être inférieur à 150 €** et les mensualités de remboursement ne pourront quant à elles être inférieures à 15€ et supérieures à 50 € sauf demande motivée de l'utilisateur.
- **Dans le cadre des délégations, si la dette est inférieure à 150 €**, l'aide sera accordée en totalité sous forme de subvention.
- Les dossiers aidés en délégation depuis plus d'un an et moins de deux ans pourront être à nouveau aidés en délégation sous la forme suivante : 75 % en prêt, 25 % en subvention, sous réserve que le prêt précédent soit remboursé (ou sur le point de l'être) et que l'addition des mensualités FSL ne dépasse pas 50 €).  
Sur ces dossiers, le FSL interviendra sur la dette « électricité et gaz de ville » après que l'utilisateur ait effectué au moins deux versements mensuels consécutifs équivalents au montant qu'il paierait dans le cadre d'une mensualisation. Cette disposition concerne les dossiers vus en commission et en délégation à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Les devis fioul ou gaz citerne inférieurs ou égaux à 1000 € (et supérieurs au plafond de dette ci-dessus) pourront être aidés en délégation sous la forme suivante : 75 % en prêt, 25 % en subvention

Nombre de personnes au foyer	Plafonds de ressources	Montant attribué par le FSL en prêt et en subvention
1	950 €	60% en prêt et 40% en subv si < 500 €
2	1 100 €	60% en prêt et 40% en subv si < 500 €
3	1 260 €	60% en prêt et 40% en subv si < 550 €
4	1 420 €	60% en prêt et 40% en subv si < 600 €
5	1 575 €	60% en prêt et 40% en subv si < 650 €
6	1 680 €	50% en prêt et 40% en subv si < 700 €
7	1 785 €	60% en prêt et 40% en subv si < 750 €
8	1 900 €	60% en prêt et 40% en subv si < 850 €
<b>Personne supplémentaire</b>	<b>150€</b>	<b>100 €</b>

## B. Les impayés d'eau et / ou d'assainissement.

- Dans le cadre des dossiers étudiés en délégation et eau, et dans le but de solder la dette dès le départ, le FSL accordera 50 % de la dette en subvention et 50 % en prêt sans intérêts.
- **Dans le cas ci-dessus, le prêt ne pourra être inférieur à 100 €** et les mensualités de remboursement ne pourront quant à elles être inférieures à 10 € et supérieures à 50 € sauf demande motivée de l'usager.
- **Dans le cadre des délégations, si la dette est inférieure à 100 €,** l'aide sera accordée en totalité sous forme de subvention.
- Si un usager a déjà bénéficié **d'une aide depuis plus de 12 mois et moins de 24 mois**, la demande sera examinée directement en commission et nécessitera un rapport social. La demande peut être revue en délégation si elle est présentée dans un délai supérieur à deux ans après l'obtention de l'aide.

Nombre de personnes au foyer	Plafonds de ressources	Montant attribué par le FSL en prêt et en subvention
1	950 €	50% en prêt et 50% en subv si < 230 €
2	1 100 €	50% en prêt et 50% en subv si < 280 €
3	1 260 €	50% en prêt et 50% en subv si < 380 €
4	1 420 €	50% en prêt et 50% en subv si < 430 €
5	1 575 €	50% en prêt et 50% en subv si < 530 €
6	1 680 €	50% en prêt et 50% en subv si < 630 €
7	1 785 €	50% en prêt et 50% en subv si < 730 €
8	1 900 €	50% en prêt et 50% en subv si < 780 €
Personne supplémentaire	150€	100 €

## C. Les impayés de téléphone.

Le FSL peut intervenir dans les conditions précisées ci-dessous, pour des impayés de téléphone fixe, sur les consommations (*en France métropolitaine*) et l'abonnement, uniquement pour **les usagers dont les revenus sont inférieurs ou égaux au RSA**.

Toutes les lignes surtaxées, d'Internet et téléphone portable sont exclus de la prise en charge par le FSL.

Nombre de personnes	Plafonds de ressources	Montant maximum de la dette	Prise en charge par le FSL
1	< ou égal au RSA Socle	50 €	100 % en subvention
2	< ou égal au RSA Socle	50 €	100 % en subvention
3	< ou égal au RSA Socle	50 €	100 % en subvention
4	< ou égal au RSA Socle	50 €	100 % en subvention
5	< ou égal au RSA Socle	50 €	100 % en subvention
6	< ou égal au RSA Socle	50 €	100 % en subvention
7	< ou égal au RSA Socle	50 €	100 % en subvention
8	< ou égal au RSA Socle	50 €	100 % en subvention
Personne supplémentaire	< ou égal au RSA Socle	0 €	100 % en subvention

## 4. L'accompagnement social spécifique lié au logement.

Les différentes modalités d'accompagnement social (*décret du 22 octobre 1999 et commentaire détaillé du 7 juin 2001*).

- *L'aide à la définition d'un projet logement (analyse de la situation des ménages, en particulier de leurs besoins en logement, recherche de la ou des solutions logements possibles : localisation, coût, statut, information réciproque des bailleurs et des ménages...).*
- *L'aide à l'installation dans un logement (pour l'ouverture des aides personnelles, l'obtention de garanties...).*
- *Le conseil pour l'entretien et la bonne utilisation du logement et des parties communes.*
- *L'aide à la gestion du budget logement, médiation avec le bailleur, en particulier pour le paiement régulier des loyers.*
- *L'aide à l'intégration dans l'immeuble, le quartier, la ville (rencontre avec le voisinage, accès aux services et équipements collectifs, interface avec les travailleurs sociaux...).*
- *Le conseil pour résorber les dettes locatives, le suivi du respect du plan d'apurement.*

Ces actions recouvrent un ensemble de tâches spécifiques qui ne se confondent ni avec le travail social généraliste, ni avec les obligations des bailleurs en matière de gestion locative.

Ces demandes d'accompagnement doivent être effectuées auprès des commissions FSL ou des cellules de recours, qui décident de leur opportunité.

### III. La constitution de la demande FSL.

#### 1. Les justificatifs communs.

Le dossier devra comporter au minimum, **de façon très précise, l'ensemble des informations relatives:**

- à l'état civil du(es) demandeur(s)
- à la composition familiale
- aux revenus mensuels
- aux charges fixes et à l'endettement
- au lieu de travail, de stage, de formation...

**Les pièces à fournir sont au minimum,**

- **L'attestation FSL à remplir par le demandeur et/ou le bailleur (cf site internet)**
- Les justificatifs de ressources (salaires, prestations sociales et familiales...)
- Pour les salariés, la date de fin de contrat et dernière feuille de paye,
- Pour les stagiaires, date de fin de stage et rémunération,
- Le RIB du propriétaire (pour les bailleurs privés)
- Le cas échéant, l'avis d'imposition et la copie d'une pièce d'identité (à la demande de la commission).
- Le cas échéant, copie du plan de surendettement.
- La copie d'une pièce d'identité pour les demandeurs non allocataires (nécessaire pour l'affiliation auprès de la CAF).

#### 2. Les justificatifs spécifiques aux aides à l'Accès.

- Préciser la motivation du déménagement ou de l'emménagement dans le logement concerné.
- L'attestation FSL à faire compléter par le bailleur (au dos).
- Copie de la lettre d'attribution (pour les bailleurs sociaux).
- **Le diagnostic de performance énergétique (obligatoire depuis le 01/07/2007) .**

#### 3. Les justificatifs spécifiques aux aides au maintien.

- Préciser les raisons de l'impayé de loyers.
- L'attestation FSL à faire compléter par le bailleur (au dos).
- Fournir le relevé de compte détaillé

#### 4. Les justificatifs spécifiques aux aides aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

- Fournir le justificatif de la dette dûment certifié par le fournisseur.
- L'attestation FSL.
- La dette sera actualisée à la demande du GIP auprès du fournisseur juste avant la prise de décision du FSL.

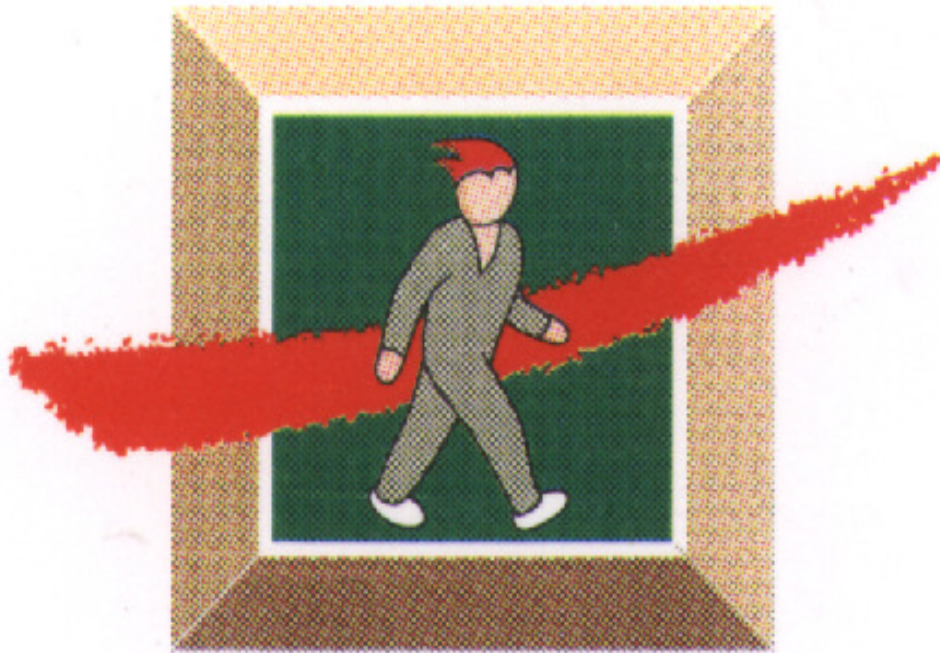
**Tout dossier non complété par le demandeur dans les 15 jours qui suivent le dépôt ne sera pas examiné par le FSL.  
L'attestation FSL est téléchargeable sur notre site internet..**

## IV. Le GIP : Une équipe pour vous répondre.



**Charente Solidarités**  
BP 394  
16 008 Angoulême Cedex

Accueil, Secrétariat de Direction		
Assistante de Direction	<i>Carine Mompeix</i>	05 45 24 46 46 <a href="mailto:carine.mompeix@charentesolidarites.org">carine.mompeix@charentesolidarites.org</a>
FSL - Lutte contre l'habitat indigne - FAAD		
Responsable du service	<i>Karine Masset</i>	05 45 24 46 61 <a href="mailto:karine.masset@charentesolidarites.org">karine.masset@charentesolidarites.org</a>
FSL ( <i>instruction</i> )	<i>Stephane Abhe</i>	05 45 24 46 45 <a href="mailto:stephane.abhe@charentesolidarites.org">stephane.abhe@charentesolidarites.org</a>
FSL ( <i>instruction</i> ) - Contrôle des logements	<i>Delphine Vaillant</i>	05 45 24 46 40 <a href="mailto:delphine.vaillant@charentesolidarites.org">delphine.vaillant@charentesolidarites.org</a>
FSL ( <i>instruction</i> ) - FAAD	<i>Karine Dupont</i>	05 45 24 46 63 <a href="mailto:karine.dupont@charentesolidarites.org">karine.dupont@charentesolidarites.org</a>
FSL ( <i>instruction</i> ) (1/2 temps Angoulême, 1/2 temps Cognac) - F	<i>Nathalie Bourdier</i>	05 45 24 46 64 <a href="mailto:nathalie.bourdier@charentesolidarites.org">nathalie.bourdier@charentesolidarites.org</a>
Antenne de Cognac. FSL ( <i>instruction</i> ), Cellule de recours de Cognac	<i>Roselyne Parola</i>	05 45 35 25 64 <a href="mailto:roselyne.parola@charentesolidarites.org">roselyne.parola@charentesolidarites.org</a>
Service Social		
Cellule de recours, accompagnement social lié au logement		
Responsable du service social Cellule de recours, ASSLL, sous location, Suivi des PLA-I, encadrement des CESF FSL GIP	<i>Muriel Gazzola</i>	05 45 24 46 42 <a href="mailto:muriel.gazzola@charentesolidarites.org">muriel.gazzola@charentesolidarites.org</a>
CESF 1/2 temps sur le secteur Angoulême Ma Campagne 1/2 temps suivi social dans le cadre de la MOUS	<i>Céline Coudrin</i>	05 45 24 46 60 <a href="mailto:celine.coudrin@charentesolidarites.org">celine.coudrin@charentesolidarites.org</a>
CESF sur le secteur de Ruffec	<i>Delphine Ducarne</i>	05 45 24 46 66 <a href="mailto:delphine.ducarne@charentesolidarites.org">delphine.ducarne@charentesolidarites.org</a>
Prévention des expulsions et accompagnement des accédants à la propriété en difficulté		
Pays Horte et Tardoire, Gond Pontouvre et Charente Limousine	<i>Karine Hervé</i>	05 45 24 46 67 <a href="mailto:karine.herve@charentesolidarites.org">karine.herve@charentesolidarites.org</a>
Pays Ruffecois, Angoulême, Soyaux	<i>Mélanie Robion</i>	05 45 24 46 43 <a href="mailto:melanie.robion@charentesolidarites.org">melanie.robion@charentesolidarites.org</a>
Pays Ruffecois, Angoulême, Ma Campagne, Petite et Grande Garenne	<i>Mélany Thil</i>	05 45 24 46 44 <a href="mailto:melany.thil@charentesolidarites.org">melany.thil@charentesolidarites.org</a>
Pays Sud Charente, Pays Ouest Charente	<i>Sandie Salomon</i>	05 45 24 46 49 <a href="mailto:sandie.salomon@charentesolidarites.org">sandie.salomon@charentesolidarites.org</a>
Directeur		
	<i>Gervais Rougier</i>	05 45 24 46 46 <a href="mailto:gervais.rougier@charentesolidarites.org">gervais.rougier@charentesolidarites.org</a>
Président		
<b>Jean Marie JUDGE</b>		



[www.charentesolidarites.org](http://www.charentesolidarites.org)